

LES ARGUS DU PRINTEMPS EUROPÉEN

Pourquoi voter aux élections européennes ?

2 : l'UE est utile mais il faut la changer profondément

> *la gauche et la droite c'est pareil.*

> *Macron fait du bon travail. Il défend l'UE.*

> *l'Europe n'est ni de gauche ni de droite.*

> *le match c'est contre l'extrême droite. Il faut s'unir contre elle.*

> *l'UE est utile mais il faudra la quitter si on ne la change pas.*

> *si on ne change pas les traités on ne peut rien faire.*

- **L'échelle européenne nous semble utile pour trouver des solutions communes à des enjeux qui concernent l'ensemble de notre continent** (migration, environnement par exemple) **et pour éviter la mise en concurrence généralisée des Européens les uns contre les autres** qui fera exploser des inégalités déjà fortes entre et au sein même des Etats.

> **Sur certains sujets nous militons (comme des ONG et des syndicats) pour plus d'Europe** (lutte contre l'évasion fiscale, protection de nos économies contre le dumping social et écologique mené par d'autres puissances mondiales). **Sur d'autres sujets l'échelle nationale reste la plus efficace** (éducation...).

> L'attachement des Français à l'UE reste très fort et on voit même les partis d'extrêmes droite, comme le RN en France, enlever de leur programme les propositions anti-euro ou de sortie de l'UE. Ils ont changé de stratégie car ils se sentent plus puissants grâce à leur succès électoraux en Europe (Salvini en Italie ou l'AFD en Allemagne). **Les nationalistes cherchent désormais à prendre d'assaut les institutions européennes. Leur projet est de réduire l'UE à un grand marché intérieur** (où les droits sociaux sont attaqués comme les 400h supplémentaires payées 3 ans après dans la Hongrie dirigée par Orban) **et à l'extérieur de transformer notre continent en une forteresse anti-migrants.**

> **la question n'est donc pas d'être « pour ou contre l'UE » comme Macron/LREM le martèle mais quelle UE nous voulons** : les nationalistes et les libéraux sont les deux faces d'une même pièce, celle d'une Europe qui consacre les inégalités économiques et/ou d'origines. **Nous refusons ce piège et nous nous battons pour une alternative écologique et sociale en Europe.**

- **Pour nous l'UE n'est donc pas le bien en soi, ni le mal absolu** : elle n'est pas la solution à tous nos problèmes ni notre ennemi issu d'un complot pour affaiblir la France.

> **l'UE est un outil/instrument politique pour résoudre certaines problématiques.** Elle repose sur des décisions prises par des Etats, un Parlement, des responsables politiques élus ou désignés par des élus. Nous avons donc les moyens de peser sur ses choix même si cela reste difficile et c'est pour cela que nous militons pour des mesures fortes de démocratisation (lobby citoyen, assemblée constituante, lutte contre les lobbies...).

> **Pour faire de l'Europe un outil utile à un projet de transformation sociale et écologique il faut aussi changer ses règles de fonctionnement car les traités actuels limitent nos actions.**

Exemple : ainsi sur la question fiscale la règle de l'unanimité lors des votes au Conseil de l'Union européenne limite fortement la lutte contre les paradis fiscaux.

> **Nous proposons donc une assemblée pour créer une constitution démocratique mais nous estimons aussi qu'on peut agir dès maintenant** sans attendre la refonte (longue et complexe) des traités.

Exemple : Nous pouvons transformer l'accès à l'eau, à la santé, à l'énergie en biens communs en faisant voter une nouvelle directive sur les marchés publics qui en finira, dans certains domaines, avec l'offre économiquement la plus avantageuse (prix). Cela protégera des biens communs des règles de la concurrence.

> Pour la France Insoumise si leur projet politique n'est pas majoritaire en Europe et qu'ils ne forcent pas la décision, il faudra quitter l'UE (« plan B »). **Nous rejetons le plan B** qui est une impasse comme l'affirment certains des principaux alliés de la France Insoumise à l'image de Podemos en Espagne qui n'évoque pas de « plan B ».

- **Pour nous l'UE n'est donc pas le problème, ce sont ses orientations politiques dans un Parlement, une Commission et des Etats dominés par les droites conservatrices et libérales en Europe.**

> Même si nous constatons de grandes avancées (Erasmus +, la Garantie jeune, interdiction de certains plastiques...) nous estimons que l'orientation politique de l'UE dominée par la droite est de servir une logique économique libérale mais aussi conservatrice qui se retrouve au travers de choix fondamentaux :

Exemple : les traités de libre échange, le TAFTA avec les Américains ou plus récemment le CETA avec le Canada, affaiblissent nos économies au profit des grandes multinationales et des intérêts nord-américains tout en contribuant à dégrader l'environnement.

Exemple : la politique d'accueil des migrants illégaux s'est totalement mise au service des conservateurs voire des extrêmes droites européennes. Elle se limite désormais à des objectifs d'expulsion, de relégation des migrants dans des zones dangereuses en frontière de l'UE (Libie), et à un abandon du sauvetage alors que la Méditerranée se transforme en cimetière.

- **Génération/Printemps européen est l'un des seuls mouvements à combattre intégralement cette orientation libérale :**

> **les propositions de son programme s'opposent à cette dérégulation** et utilisent l'UE comme un instrument en faveur de la lutte contre les inégalités et pour la transition écologique :

Exemple : Alors que les libéraux et la droite organisent ou laissent faire le dumping social, Générations s'engage à mener la lutte sur le salaire minimum en Europe (et pas la version au rabais proposé par Nathalie Loiseau de LREM), sur la mise en place d'une assurance chômage européenne, contre les dérives du travail détaché en taxant sur les différentiels de cotisations sociales.

Exemple : Face aux libéraux et à la droite qui s'opposent à la réglementation environnementale ou qui cherchent par tous les moyens à limiter ses objectifs, Générations s'engage à interdire les perturbateurs endocriniens, à se battre sur les seuils d'émissions polluantes, à mettre en place une directive sol notamment pour empêcher la prospection et l'exploitation de gaz de schiste en Europe. **Il ne peut pas y avoir d'ambition écologique sans rupture avec la logique libérale** comme l'a très bien expliqué Nicolas Hulot quand il a démissionné.

> **Générations/Printemps européen a déjà commencé à mener ce combat au sein même du Parlement actuel avec nos députés :**

Exemple : Isabelle Thomas s'est battue face à la Commission et aux Etats, pour que le budget européen soit à la hauteur des défis et des compétences qui s'accumulent. Elle a

refusé la logique libérale qui vise à baisser le budget et sacrifier ainsi les aides aux agriculteurs mais surtout les « fonds de cohésion » qui sont très importants pour les régions en difficultés à travers l'UE.

Exemple : Guillaume Balas avec son rapport sur le dumping social en Europe s'est battu pour la mise en place d'un cadre légal européen qui renforce les droits et les protections de tous les travailleurs : agence européenne du travail pour lutter contre ceux qui exploitent les salariés, seuil de 60% du salaire moyen national comme référence pour fixer un salaire minimum...

Exemple : Edouard Martin s'est illustré en luttant pour protéger l'économie européenne, particulièrement notre secteur industriel, contre les dumpings sociaux et surtout environnementaux des autres grandes puissances, notamment la Chine.

> **Généralisations/Printemps européen refuse toute coalition pour gouverner avec les libéraux et la droite** à la différence de EELV et du PS/Place publique. Ces « grandes coalitions » (alliance gauche-droite) alimentent en fait l'exaspération des citoyens face au brouillage politique qui profite finalement toujours à la droite et qui nourrit l'extrême droite. **Généralisations/Printemps européen ne veut pas être le porteur d'eau de la droite européenne** : en effet le prochain parlement devrait être dominé par le P.P.E (le Parti Populaire Européen qui regroupe les principaux partis de droite européens comme LR en France) mais il ne pourra pas gouverner seul et aura besoin d'alliés. On assiste à une course pour savoir qui sera le principal allié. Les nationalistes sont déjà sur les rangs mais d'autres groupes se sont prononcés aussi en faveur de cette alliance avec la droite et les libéraux :

- Le candidat du groupe S&D à la tête de la Commission et soutenu par le PS et Place Publique, le néerlandais Frans Timmermans, a déjà déclaré qu'il était prêt à des alliances avec les libéraux et la droite.
- Yannick Jadot la tête de liste EELV reste flou sur la question des alliances avec libéraux et PPE et évoque un « contrat de gouvernement » possible avec eux.

VIVE L'EUROPE
LIBRE